

# ***Libérez les jeunes manifestants emprisonnés !***

**L'État et son administration judiciaire mettent tout en œuvre pour intimider les jeunes solidaires de la grève générale.**

En effet, dès le début de la mobilisation, les jeunes de Petit-Canal n'ont pas voulu rester en marge du mouvement. Ils dénoncent leurs difficultés rencontrées dans la commune : le chômage, le manque d'infrastructures, la vie chère, l'exclusion. Ils ont donc érigé des barrages pour se faire entendre auprès des sourdes autorités locales. La réponse à ce cri de désespoir fut l'arrestation arbitraire et musclée de huit jeunes manifestants (dont un mineur), soi-disant pour l'incendie de la maison de la citoyenneté de Petit-Canal. La justice de l'État français et des gros patrons ont trouvé ces coupables idéaux : des jeunes solidaires du mouvement initié par le collectif LKP. Clamant leur innocence concernant l'incendie et reconnaissant leur implication sur les barrages, cela fait plus de quinze jours qu'ils sont incarcérés à la maison d'arrêt de Baie-Mahault, sans aucune preuve de leur culpabilité, ni jugement prononcé.

La justice censée respecter les droits fondamentaux à la présomption d'innocence et à la comparution libre, les ignore dès qu'il s'agit des plus faibles.

Nous, les jeunes du journal *Rebelle !* nous nous dressons contre cette injustice, ces jeunes doivent être libérés immédiatement.

**Nous appelons toute la jeunesse de la Guadeloupe à soutenir les jeunes de Petit-Canal, pour renforcer la mobilisation en participant à la manifestation dans le bourg de Petit-Canal le vendredi 13 à 18h.**

Aline et Raphaël

## **INJUSTE INCARCÉRATION**

Dans d'autres quartiers, les jeunes ont aussi participé en érigeant des barrages. C'est le cas de Carénage à Pointe-à-Pitre où des jeunes ont été incarcérés pendant quinze jours. Rappelons-nous, il y a deux mois, aucun des « socioprofessionnels » ayant entravé la circulation n'a fait l'objet de poursuites judiciaires. C'est la preuve que la justice reste au service des exploités, des capitalistes et non des pauvres.

# ***REBELLE !***

---

*n°8 – 12 février 2009 – Edition spéciale grève générale*

*0,20€*

---

# **MARÉ HAYOT**

# **LAGÉ SÉ**

# **JÈN-LA !**

---

# Les gros peuvent payer !

Depuis le début du mouvement de grève générale, on entend le slogan « *nou ka mandé la lajan pasé ?* ». Bonne question ! Les **Rebelles** ont mené leur enquête en s'intéressant particulièrement à un personnage puissant. Devinerez-vous qui ? **Yémistikri ! Yémistikra !** Est-ce que la cour dort ? **Kouté pou tann, tann pou conpwann !**

*Lésé mwen konté zot istwa a fanmi Entel.* Mr ENTEL, salarié de Mr BRICOLAGE, se rend à son travail au centre commercial de DESTRELAND au volant de sa MERCEDES au pneu BRIGESTONE qu'il a préféré à la dernière AUDI. Comme son épouse travaille à YVES ROCHER dans le même centre, ils vont parfois prendre un petit déjeuner à la BRIOCHE DOREE à côté du CASINO CAFETERIA. Leur fils, travaille à DECATHLON et BAMY PNEU afin de s'acheter sa SKODA plus attirante pour les choupettes que la RENAULT de sa mère chaussée en MICHELIN. Sa sœur – BAC + 5 en commerce – *djobe* comme caissière à CARREFOUR. Pourtant, elle a postulé à des postes à responsabilité dans des grandes enseignes (ADA, SYSTEM LEASE ou SOPRI) mais il y avait

toujours un point « *nègre* » qui gênait. *Yémistikri ! Yémistikra !*

Malheureusement, cette histoire est celle de beaucoup de familles qui sont victimes du système d'un homme : *Bèna*. Pas « *Bèna malélivé* », mais Bernard Hayot. Toutes les marques citées lui appartiennent aux Antilles. En 2008, le journal *Challenge* estimait sa fortune personnelle – la 119<sup>e</sup> de France – à 350 millions d'euros. Elle a même augmenté de 17 % entre 2007 et 2008 : 60 millions d'euros en un an, soit près de 4 000 fois le SMIC !

## Un milliard de plus en 6 ans

Le groupe GBH (Groupe Bernard Hayot), fondé en 1960, est présent sur plusieurs continents dans la grande distribution, la distribution automobile, industrielle (agroalimentaire, matériaux de construction) et dans l'importation de produits de marque. Dans notre archipel et sur l'île sœur, il est en position de quasi monopole ce qui explique les prix exorbitants des produits vendus. Rien qu'en Guadeloupe, il possède plus de 25 enseignes... *an plis, yo ka bay anko* la gestion du nouveau centre commercial qui sera construit à Gourbeyre !

Entre 2002 et 2008, le chiffre d'affaire du GBH a doublé : passant de un milliard à 2 milliard d'euros environ. Ce milliard supplémentaire suffirait pratiquement à financer les 200 euros (plus

les charges) pendant un an pour tous les travailleurs, fonctionnaires, chômeurs et RMISTes de Guadeloupe, de Martinique, de Guyane et de la Réunion ! Autant dire qu'avec l'aide de l'État qui leur offre des exonérations de charges, Hayot et ses amis (et parents) – les Despointes, De Lucy, Viviès et consorts – ont amplement les moyens de payer ce que nous demandons : les 200 euros pour tous les bas salaires !

Après avoir lu cet article, vous ne pourrez plus dire que vous ne saviez pas. *Rebelle ! ba zot kamo-la* : informez les autres maintenant que vous savez à qui profitent les prix !

Yékrik et Yékrak

## MARÉ YO !

Le documentaire diffusé récemment sur Canal + - *Les derniers maîtres de la Martinique* - montre que les gros békés spolient les Antilles depuis des siècles, qu'ils nient le crime contre l'humanité que constitue l'esclavage, qu'ils n'hésitent pas à faire des déclarations racistes devant les caméras. Ce sont eux qui doivent être jugés et enfermés, et non les jeunes qui en Guadeloupe, ont participé à des barrages (voir article en dernière page).

## QUI SOMMES-NOUS ?

Le 21<sup>e</sup> siècle commence par la guerre en Irak et en Afghanistan, par la famine et par la destruction accélérée de l'environnement. L'avenir qu'on nous promet se limite à « choisir » entre le chômage, l'autodestruction dans la drogue, l'engagement dans une de ces guerres qui ne sont pas les nôtres, ou pour les plus chanceux, le rôle de « bons petits soldats » au travail, soumis aux caprices de la bourse.

Les dirigeants de la planète parient sur notre indifférence. Il faut leur donner tort.

Ce journal est lancé à l'initiative de militants de l'organisation *Combat Ouvrier*, de sympathisants et de jeunes sans parti pour commencer à provoquer le débat, à faire entendre la voix des jeunes qui contestent les idées officielles.

***Ce journal est le tien ! Écris-le, lis-le, vends-le !***

***Contact : kontest@wana***

***doofr - 06 90 73 48 93***